

MENTIONS LEGALES

Dernière mise à jour le **14 décembre 2020**

1. GENERALITES

Les sites internet suivants sont édités par la S.R.L. Actualités du Droit Belge, à savoir :

- www.actualitesdroitbelge.be
- www.actualitesdroitohada.com

Les coordonnées :

- . Dénomination – Actualités du Droit Belge S.R.L. (Société à responsabilité limitée)
- . Siège social /adresse postale – Avenue de Tervueren, 186 – Bte 11 à 1150 Bruxelles
- . Tel : 0479/49.00.36
- . Email: actualitesdroitbelge@gmail.com
- . BCE : 0550 566 654

Autres

Droit applicable en cas de litige : droit belge

Les **tribunaux de l'ordre judiciaire de Bruxelles** sont seuls compétents en cas de litige.

La **principale caractéristique de l'activité économique** vise notamment à permettre d'accéder à l'information notamment juridique et ce, via :

- L'organisation de conférences notamment juridiques;
- La diffusion d'informations juridiques, sous tout support;
- Autres – Voir objet social dans l'acte constitutif d'Actualités du Droit Belge S.R.L (Annexe Moniteur Belge)

Toute utilisation des sites internet, de quelque manière que ce soit ou sous quelque forme que ce soit et notamment la navigation sur les sites internet visés plus haut d'Actualités du Droit Belge SRL emporte acceptation non seulement des conditions d'utilisation ainsi que de la politique de protection des données personnelles contenues dans le présent document.

2. CONDITIONS D'UTILISATION

Informations publiées

Toutes les informations figurant sur ce site sont des données à caractère **purement informatif et indicatif**.

Ainsi, elles **n'engagent aucunement la SRL Actualités du Droit Belge**, ses actionnaires, ses rédacteurs, son personnel, ses partenaires externes ou internes, ni même un tiers quelconque.

De plus, les informations à caractère juridique sont des données d'ordre général. Elles ne peuvent être considérées comme des consultations, ces dernières étant par nature personnalisées et actualités ; par ailleurs, lesdites informations ne peuvent ainsi en aucun cas engager la responsabilité d'Actualités du Droit Belge SRL, ses actionnaires ou des personnes qui les ont rédigées.

Nous ne pouvons garantir l'actualisation de tous les articles, étant limité financièrement pour ce faire. Il vous appartient d'être attentif à la date de publication sur le site internet afin d'en apprécier son utilisation éventuelle.

Si un article a été actualisé en tout ou en partie, la date d'actualisation est clairement mentionnée dans le corps du texte.

Actualités du Droit Belge SPRL s'exempte de toute responsabilité pour tout dommage causé par des informations fournies par les sites internet visés plus haut.

Les informations figurant sur ce site ont une vocation générale et ne peuvent remplacer en aucune manière la consultation d'un spécialiste.

Pour une information précise, complète et actualisée, vous êtes invités à prendre contact avec un spécialiste de la matière considérée, en vue de fixer une consultation spécifique à cet égard.

Actualités du Droit Belge SPRL n'est pas responsable du contenu de sites internet externes qui seraient accessibles via nos sites internet, ni de leur pratique.

Aucune information publiée sur nos sites internet ne peut constituer une garantie ou créer une obligation dans le chef d'Actualités du droit Belge SRL ou de ses rédacteurs ou de ses partenaires ou tiers quelconque.

En cas de litige au sujet d'Actualités du Droit Belge SRL, malgré le fait que le site soit consultable dans tous les pays, **c'est la loi belge** qui trouvera à s'appliquer et les **tribunaux de Bruxelles sont territorialement compétents** en cas de litige.

Conception et réalisation des sites internet

Les sites internet visés plus haut ont été réalisés par Nicolas VANDE PITTE inscrit à la BCE sous le numéro 0655. 833. 034, dont ses bureaux sont situés sis Avenue des Ortolans, 55 à 1170 Bruxelles.

Hébergement du site

L'hébergement du site est assuré par OVH dont les bureaux sont établis sis 2 rue Kellermann BP 80157 59053 ROUBAIX CEDEX 1 – France sous le numéro FR 22-424-761-419

Droits intellectuels

Actualités du Droit Belge SPRL dispose de tous les droits liés de ses sites internet ou tout autre support, en ce compris l'intégralité de son contenu, protégé par les différentes dispositions gardiennes des droits intellectuels qui existent en droit positif belge et international relative à la propriété intellectuelle.

Ainsi, toute utilisation partielle ou totale du contenu des sites internet nécessite une autorisation écrite préalable d'Actualités du Droit Belge SRL.

Le contenu de ces sites peut cependant être mobilisé par citation, sous forme d'extrait, moyennant la mention complète des sources en la forme correspondant aux usages en la matière.

Par exemple, en matière de fiche pratique, pour une citation sur du papier:
Actualités du Droit Belge, « Le licenciement pour motif grave », *in Actualités du Droit Belge* (<http://www.actualitesdroitbelge.be/>), *Droit du travail, Fiches Pratiques*, 17 octobre 2014

Ou, en matière de jurisprudence, pour une citation électronique:
Actualités du Droit Belge, « Cour constitutionnelle: arrêt n° 84/2014 du 22 mai 2014 », in *Actualités du Droit Belge, Droit Immobilier, Jurisprudence, 5 juin 2014*, <http://www.actualitesdroitbelge.be/droit-immobilier/droit-immobilier-jurisprudence/jurisprudence-en-droit-belge---bail---cour-constitutionnelle-arret-du-22-mai-2014/le-renouvellement-du-bail-commercial#start>.

3. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le point 2 portant sur la protection des données vise à vous indiquer la manière dont Actualités du Droit Belge SRL traite vos données personnelles en tant que visiteurs des sites internet ou en tant que clients/ membres d'Actualités du Droit Belge SRL.

Par ailleurs, Actualités du Droit Belge SRL s'engage à protéger vos données personnelles et à ne les utiliser que, conformément aux présentes clauses contractuelles et ce, dans le respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles dont notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE et la loi 30 JUILLET 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Catégories de données traitées

Actualités du Droit Belge SRL peut traiter des données diverses vous concernant telles que notamment votre adresse IP, le système d'exploitation de l'appareil que vous utilisez pour accéder à nos sites internet et des données récoltées à l'occasion de votre navigation sur nos sites internet.

Dans ce cas de figure, les données récoltées sont anonymes, c.à.d. qu'il nous est impossible d'identifier la personne en tant qu'utilisateur des sites internet.

De plus, l'objectif poursuivi dans le traitement de ces données vise à permettre l'analyse du trafic sur les sites internet et ce, afin comment les utilisateurs arrivent sur nos sites internet et de quelle manière parcourent-ils ceux-ci.

Le but étant d'améliorer l'utilisation du site et ce, pour les prochains utilisateurs et ce, afin de performer dans l'accès aux informations recherchées.

Par ailleurs, les données transmises pour souscrire à un service ou adhérer à une activité ou autres en tant que client ou membre serviront à des fins administratives (Etablissement de factures, reçus ou autres) ou pour permettre à la personne (qui souscrit ou adhère) à accéder soit à des services intégrés au service souscrit, soit à des services intégrés à une activité ou autres lors d'une adhésion.

Communications de données à des tiers

Actualités du Droit Belge SRL dispose de la possibilité de transférer vos données personnelles à des sous-traitants et ce, en vue de son hébergement.

La liste des sous-traitants ainsi que le pays dans lequel ils sont localisés sont disponibles à votre demande.

Cookies

Un cookie est un fichier texte stocké sur un appareil mobile ou ordinateur et ce, lors de l'utilisation de nos sites internet par un internaute.

Il y a deux types de cookies disposant de rôles différents suivant les cas :

- Les cookies temporaires sont ceux qui sont actifs uniquement le temps de consultation de nos sites internet et sont automatiquement supprimés lorsque l'utilisateur ferme le navigateur.
- Les cookies permanents sont ceux qui demeurent installés dans le disque dur après la clôture une session. Ces cookies sont purgés automatiquement après une certaine durée mais dans tous les cas, peuvent être supprimés manuellement.

Comme expliqué plus haut, l'utilisation des cookies vise à analyser le trafic sur le site internet et ce, afin d'en améliorer son utilisation par les prochains utilisateurs.

L'utilisation de tels cookies ne peut s'opérer qu'après avoir pu recueillir le consentement préalable de l'utilisateur par une bannière qui s'affiche dès qu'un

utilisateur accède au site internet. Une trace de ce consentement est ainsi stockée dans le navigateur de l'utilisateur et dans l'hypothèse où telle n'est pas le cas, la bannière comportant les cookies en vue de recueillir le consentement de l'utilisateur apparaîtra à nouveau en vue de solliciter son consentement.

Droits des personnes concernées

En vertu du la Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), l'utilisateur et/ le client ou membre d'Actualités du Droit Belge SRL dispose des droits suivants :

- Le **droit d'accès** à ses données personnelles
Vous avez le droit de demander si vos données sont utilisées et d'en avoir une copie.

- Le **droit de rectification** de ses données personnelles
Si les informations recueillies sont inexactes ou incomplètes, vous avez le droit qu'elles sont complétées ou corrigées.

- Le **droit d'opposition**
Sous certaines conditions, vous avez le droit de vous opposer à l'utilisation de vos données personnelles.

- Le **droit d'effacement**
Vous avez le droit de demander l'effacement de vos données personnelles sauf exceptions prévues par la loi en cette matière.

- Le **droit à la limitation du traitement**
Lorsque vous contestez l'exactitude des données à caractère personnel pendant une durée permettant au SPF de vérifier l'exactitude de vos données. Il y a des cas où ce droit ne s'applique pas.

- Le **droit à la portabilité**
Le droit de demander que vos données personnelles vous soient transmises

Pour l'exercice de vos droits à cet égard, il y aura lieu de nous écrire à l'adresse email suivante : actualitesdroitbelge@gmail.com

Une copie de votre carte d'identité doit être jointe à votre demande.

4. SOUSCRIPTION OU UTILISATION DE TOUT PRODUIT OU SERVICE

Informations pour la protection des consommateurs

- a. **Droit applicable** : Droit belge
- b. Les **tribunaux de l'ordre judiciaire de Bruxelles**
- c. **Informations pour la protection des consommateurs**

Les **services sont, en principe, gratuits** sauf stipulation contraire spécifiée dans le service ou produit ou autres, proposé à l'utilisateur / au client; auquel cas

A. Lorsqu'il s'agit de la souscription d'un contrat autre que les contrats à distance ou hors établissement, il sera spécifié, conformément à l'article VI. 2 du code de droit économique concernant informations à fournir au consommateur dans le cadre des contrats autres que les contrats à distance ou hors établissement, les informations suivantes seront reprises pour le consommateur avant toute souscription, à savoir :

- Les principales caractéristiques du produit ou service;
- L'identité complète de l'entreprise;
- Le prix, toute taxe comprise ou, le cas échéant, le mode de calcul du prix ainsi que les frais supplémentaires le cas échéant;
- Les modalités de paiement, de livraison, d'exécution, date de livraison et les modalités de traitement des réclamations;
- L'existence de garantie légale et d'un service après-vente le cas échéant.
- La durée du contrat et en cas de reconduction tacite ou contrat indéterminée, les modalités de résiliation
- Les conditions générales de vente;
- Le fonctionnement du service ou produit proposé et autres informations importantes pour le consommateur

B. Lorsqu'il s'agit de contrat à distance, le consommateur doit bénéficier d'informations claires et compréhensibles et ce, conformément à l'article VI.45 du code de droit économique et principalement :

- nos coordonnées en qualité de vendeur (identité – adresse- numéro d’inscription au registre de commerce)
- Les caractéristiques du bien ou service et de son prix;
- Les frais de livraison
- Les modalités de paiement, de livraison ou d’exécution
- L’existence du droit de rétractation
- La durée de validité de l’offre, du prix et, le cas échéant la durée minimale du contrat
- Les étapes à suivre pour la conclusion du contrat.

Ces informations feront l’objet d’une confirmation par écrit ou sur support durable et comporteront également les informations portant sur :

- Les modalités d’exercice du droit de rétractation
- Le lieu de dépôt des réclamations
- Les informations relatives au service après-vente
- Les conditions de résiliation du contrat.

Le droit de rétractation

Conformément à l’article VI.47 du code de droit économique, le délai de rétractation est de 14 jours prenant court:

- Pour les ventes de service, à dater de la conclusion du contrat;
- Pour les ventes de vente, à dater de la prise de possession physique du bien par le consommateur.

La décision du consommateur dans l’exercice du droit de rétractation ne doit pas être motivée et sans frais, sauf certaines exceptions.

Si l’information du droit de rétractation n’a pas été donnée au consommateur, le délai de rétractation est de 12 mois à dater de l’expiration du délai de 14 jour et ce, conformément à l’article VI.48 du code de droit économique.